

Le quartier Vauban de Fribourg en Brisgau : un éco-quartier modèle ?

Delphine Deschaux-Beaume

► **To cite this version:**

Delphine Deschaux-Beaume. Le quartier Vauban de Fribourg en Brisgau : un éco-quartier modèle ?. Sustainability, so what ? Retour critique sur les promesses du développement urbain durable, 3e Ecole internationale Controverses, Oct 2009, Lausanne, Suisse. halshs-00435409

HAL Id: halshs-00435409

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00435409>

Submitted on 24 Nov 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Communication pour la 3^{ème} école « Sustainability, so what ? Retour critique sur les promesses du développement urbain durable » (8-9 octobre 2009, EPFL Lausanne)

Le quartier Vauban de fribourg-en-Brisgau : un éco-quartier modèle ?

Delphine Deschaux-Beaume

Docteure en science politique et chercheure associée à PACTE/ IEP de Grenoble

Ma communication se base sur une recherche comparative qui débute à peine, en collaboration avec deux autres chercheurs (JB Harguindéguy, CEPC Madrid et G Franquemagne, SPIRIT Bordeaux), portant sur une comparaison des éco-quartiers en Europe et sur leur mode de gouvernance, en articulant la problématique du développement urbain local et celle de la participation citoyenne.

L'Organisation des nations unies (ONU) évalue à 80% la proportion d'habitants des pays riches vivant actuellement dans une grande ville ou l'aire métropolitaine d'une grande ville (UN, 1996). Face à ces évolutions, de nouveaux territoires urbains sont apparus depuis les années 1980. Ces « écoquartiers » se sont rapidement étendus en Europe, surtout dans la moitié Nord du continent où les gouvernements locaux ont pris très au sérieux les enjeux liés au développement durable des villes. Ainsi, le quartier Viikki à Helsinki (Finlande), l'Ecolonia d'Alphen Den Rin (Belgique), le GWL-Project d'Amsterdam (Pays-Bas), le quartier Vauban à Fribourg (Allemagne), le quartier Kronsberg à Hanovre (Allemagne), le BedZed de Beddington (Royaume-Uni), le BO01 à Malmö (Suède), le quartier Vesterbro de Copenhague (Danemark) ou le Hammarby Sjöstad de Stockholm (Suède) sont quelques exemples d'un mouvement global vers le développement durable urbain (Arene, 2005; Eco-Valle 2005). Ces quartiers –conçus comme une tentative de gestion globale du développement durable urbain– sont aussi basés, du moins dans leur principe, sur un mode de gestion démocratique et participatif. La littérature tend à considérer les écoquartiers comme des laboratoires écologiques, économiques et sociaux visant à répondre aux grands problèmes urbains actuels tels que la sub-urbanisation croissante, la dépendance vis-à-vis de l'automobile, la sur-utilisation des ressources énergétiques et alimentaires, la destruction des écosystèmes. Face à ces territoires où la notion de démocratie participative est considérée comme une dimension centrale, nos deux hypothèses de travail de départ sont les suivantes : la première suppose que le discours sur l'éco-démocratie est avant tout normatif et qu'il n'existe pas de relation de nécessité entre éco-quartier et démocratie participative. La seconde hypothèse qui lui est corrélée est que les pratiques participatives actuelles fonctionnant dans les écoquartiers sont variées (de l'informatif au délibératif) et sont le fruit d'arrangements institutionnels antérieurs établis entre groupes de résidents mobilisés et représentants politiques, dépendant notamment du rapport de force politique au sein des municipalités.

Plus précisément ici, l'enjeu de mon questionnement est, à travers le cas de l'éco-quartier Vauban de Fribourg (Allemagne), à la fois de saisir la dimension innovante de ce type de forme urbaine, qui à dans ce cas précis est venu remplacer un emplacement militaire (une ancienne base des Forces Françaises d'Allemagne dissoute en 1996), mais aussi les dépendances institutionnelles dans lesquelles cet éco-quartier s'inscrit, tant en terme de participation des habitants (il s'agira d'ailleurs aussi de s'interroger sur l'identité de ces habitants : classes moyenne, supérieures... ?) que de gestion municipale de l'espace.

A toutes fins utiles, il me faut préciser que le terrain de cette recherche n'a pas encore commencé, et que l'objet de la comparaison est en pleine évolution (nous projetons de comparer les éco-quartiers de Fribourg déjà constitué et de Grenoble, dans la mesure où celui

de Grenoble (éco-quartier de Bonne) se situe également sur l'emplacement d'une ancienne caserne. Ce papier a donc une dimension avant tout exploratoire.

Je m'intéresserai donc ici dans un premier temps au quartier Vauban comme innovation urbaine, pour ensuite soulever la question des dépendances institutionnelles.

1. Le quartier Vauban : une innovation urbaine et écologique

Selon le Robert Putnam (1995, 65-78) l'urbanisme moderne a grandement contribué à l'individualisation des sociétés occidentales. Les urbains évolueraient aujourd'hui vers une anomie croissante due à la perte de contacts interpersonnels dans leur vie quotidienne (Elias, 1991). Attentifs à ces arguments, les promoteurs des écoquartiers se sont particulièrement focalisés sur la participation des citoyens aux politiques urbaines à travers différents mécanismes de pétitions, assemblées locales, coopératives, réunions, initiatives ou référendums locaux. Pour reprendre les termes de Putnam, les défenseurs de cette démocratie « communautaire » entendent compenser le déclin du « capital social » en promouvant des initiatives aptes à engager les résidents des quartiers dans le processus de régénération de leur propre habitat. En tant que telle, la participation civique en matière de développement durable est souvent considérée comme un élément positif en soi (Font et Subirats, 2000; Planes i Herrero et Jorbà i Galdòs, 2003) qui répond à la notion de développement durable urbain depuis que le rapport Brundtland a popularisé ce concept en 1987. D'abord circonscrit à des enjeux écologiques, le développement durable a ensuite englobé une partie du champ de l'économie dans les années 1980 avant de définitivement rentrer dans le vocabulaire de la science politique. Ce terme irradie maintenant une grande partie de la pensée politique et constitue un des principaux paradigmes de notre époque. Le « bien commun » des villes inclue désormais les enjeux environnementaux au sens large comme le démontrent les réunions et traités internationaux célébrés depuis lors (Rio, Johannesburg, Aalborg, Aarhus, etc.).

Le quartier Vauban de Fribourg se distingue justement par sa dimension innovante tant sur le plan écologique que sur le plan participatif. Situé au sud de la ville de Fribourg, il a été construit sur l'emplacement de l'ancienne caserne des Forces Françaises d'Allemagne, construite en 1936 et occupée depuis 1945 par les Français qui se sont retirés de la ville en 1992. Se pose alors la question de la réhabilitation de cet ancien emplacement militaire à la municipalité fribourgeoise. Or justement, quelle est la source du projet ? Quelle place y prend la participation citoyenne ? Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité que les bâtiments laissés vacants sont rapidement « squattés », dans la mesure où dès le départ des troupes françaises, les habitants des quartiers proches de l'ancienne caserne lancent le slogan « La caserne en appartements » (« Kaserne zu Wohnungen »)¹. Dès l'annonce de la volonté de retrait des FFA par le président Mitterrand au début des années 1990, avant même que la caserne ne se vide, un groupe d'habitants, le SUSI (*Selbstorganisierte unabhängige Siedlungsinitiative*, soit initiative urbaine indépendante et auto-organisée en français) se met en place, reposant sur divers intellectuels, architectes et conseillers municipaux, pour réfléchir à un projet d'aménagement du quartier Vauban. Ce groupe récupère ainsi les quatre anciens bâtiments militaires en octobre 1993. Aujourd'hui, environ 250 personnes vivent au sein des bâtiments du « projet SUSI ». Le projet SUSI est ensuite relayé par une autre groupe d'habitants, de composition sociologique similaire : le Forum Vauban. Cette association privée (non étatique) ouverte aujourd'hui à toute la population du quartier Vauban comptait au départ 7 membres, et elle en rassemble aujourd'hui plus de 400. C'est cette mobilisation citoyenne qui va impulser l'implication de la municipalité fribourgeoise dans le projet d'éco-quartier : en novembre 1995, la ville de Fribourg injecte 30 000 DM (ce qui équivaut à 15 000 euros) dans le projet, auxquels s'ajoutent 160 000 DM (80 000 euros) de la fondation fédérale allemande pour l'environnement, la DBU, puis une aide financière de la Commission européenne en 1997, à hauteur de 1,4 millions d'euros. Le relai politique est ainsi pris. L'enjeu de la construction du quartier Vauban est double : il s'agit à la fois de réhabiliter des locaux

¹ Les informations présentées ici sont tirées d'une première lecture exploratoire de la presse locale, du bulletin trimestriel de l'association Forum Vauban et du site internet de l'association www.vauban.de.

qui existent déjà, mais aussi de saisir l'opportunité de cette rénovation pour en faire un modèle de souci environnemental, tant en ce qui concerne les bâtiment que le réseau de transports (non polluant) et la volonté d'allier qualité de vie et possibilité de trouver un emploi non loin du quartier Vauban voire en son sein même, afin de pouvoir limiter au maximum les trajets en voiture et favoriser la circulation cycliste et en transports en commun. Très rapidement, des groupes d'habitants (*Baugruppen*, soit « groupes de construction ») se constituent. Ces groupes se composent de personnes qui souhaitent faire la démarche de construire elles-mêmes leur logement et leur cadre de vie, et se regroupent afin d'établir le fonctionnement de leur immeuble. De nombreuses réunions ont lieu avant la transmission du projet au maître d'œuvre. L'innovation ici consiste en plusieurs points : cela a tout d'abord permis de créer des relations de voisinage avant même la construction/réhabilitation du quartier ; cela a ensuite permis de réaliser des économies d'échelles, le tout dans un esprit de concertation et d'implication entre habitants, en mettant notamment en commun certains équipements comme l'approvisionnement en énergie solaire, le chauffage, co-voiturage ou l'organisation des jardins.

L'enjeu de la comparaison sera ici, à l'épreuve du terrain, de saisir si le projet d'éco-quartier de Bonne à Grenoble procède d'une genèse identique, s'agissant là aussi de réhabiliter d'anciens locaux militaires avec un souci environnemental fort.

Il importe à présent de s'attarder sur les dépendances institutionnelles qui entrent en ligne de compte dans le cas de fribourg, afin justement de pouvoir les aspects spécifiques de ce cas d'étude, et les aspects généraux à en tirer en terme de mobilisations bottom-up et top-down.

2. Des dépendances institutionnelles propres au cas étudié

Cette partie est pour l'instant fondée sur des hypothèses qui seront à vérifier *in situ*, afin de pouvoir ensuite envisager une comparaison avec le cas grenoblois. La dimension de démocratie participative présente dans la construction de l'éco-quartier Vauban est à replacer dans son contexte d'émergence, à plusieurs niveaux. La recherche s'appuiera ici, au niveau théorique, sur les outils du néo-institutionnalisme historique tout en prenant en compte une analyse sociologique. Je ne reviens pas ici sur la littérature de l'institutionnalisme historique, car ce n'est pas le cœur des débats ici.

A un niveau macro tout d'abord, la pratique allemande du fédéralisme coopératif imprègne tous les niveaux de l'administration, et conduit à un fonctionnement délibératif intense. Ce type de fonctionnement est un héritage direct de l'histoire : en 1945, les occupants français et soviétiques envisageaient que l'Allemagne ne recouvre jamais sa souveraineté, une thèse qui séduisait aussi nombre d'agents de l'administration américaine². La fragmentation des pouvoirs dans la reconstitution du système démocratique allemand visait à construire des barrières en obligeant au compromis toutes les parties prenantes du système décisionnel, donc de faire circuler l'information pour pouvoir prendre une décision qui, une fois adoptée, s'applique et génère des directives précises. Il ne devait pas rester la possibilité matérielle en Allemagne de recréer des chefs qui puissent décider seuls. Ce principe de collégialité, intitulé principe de collégialité : la *Mitzeichnung*³, (terme sans équivalent en français, qui signifie littéralement « co-signature ») implique une forte négociation entre les divers acteurs

² Le Secrétaire du Trésor Henry Morgenthau envisageait l'hypothèse d'une désindustrialisation de l'Allemagne. Cf. James Dobbins, (ed.), *America's role in nation-building : from Germany to Irak*, RAND Corporation, 2003, p. 5.

³ Littéralement, le terme signifie co-signature.

participant à la prise d'une décision politique ou administrative. Il appelle ainsi des délibérations très fréquentes afin de pouvoir conclure des accords. A ce niveau macro, s'ajoute un élément micro propre à la ville de Fribourg : la couleur de sa majorité municipale. Ville tenue par les Verts allemands depuis plusieurs décennies, et forte d'associations pacifistes proches de la gauche allemande qui ont manifesté leur opposition à diverses manœuvres militaires des FFA en 1990, Fribourg, et en particulier son maire vert Dieter Salomon, se caractérise donc par une dimension de démocratie participative particulièrement forte, laissant notamment aux associations d'habitant une place conséquente dans la négociation du projet Vauban. En effet, le Forum Vauban a su s'imposer comme interlocuteur clef auprès de la municipalité de Fribourg, qui lui concède depuis 1995 20 000 euros annuels. La composition même du Forum Vauban l'association clef dans le projet, montre par contre qu'il s'agit pour l'essentiel de personnes issues des classes intellectuelles supérieures (universitaires en droit et en économie notamment, chef du réseau de transport...), avec une orientation politique plutôt à gauche (les Verts et Die Linke pour l'essentiel). Enfin, la ville de Fribourg fait figure de pionnière en Allemagne et en Europe en matière d'écologie et de développement durable depuis plusieurs décennies : elle abrite, entre autres, l'une des principales usines de production de panneaux photovoltaïques en Europe.

Là encore, il s'agira de voir dans quelle mesure les dépendances institutionnelles constituent ou non une variable explicative dans le cas grenoblois, et si les associations de quartiers essaient de jouer des tensions qui peuvent exister entre les élus Verts et la majorité municipale socialiste à Grenoble.

Pour conclure ce premier travail exploratoire, il importe de souligner que si la dimension de démocratie participative très présente à Fribourg s'accorde avec les exigences architecturales du développement durable, cela tient à des caractéristiques conjoncturelles d'une part (l'espace laissé vacant par le départ des troupes françaises) et de fortes caractéristiques structurelles induisant des dépendances institutionnelles (tradition de participation des habitants, associations pacifistes fortement mobilisées, culture de la décision collégiale et caractéristiques structurelles et économiques de la ville de Fribourg). Ces éléments, qui mériteront un approfondissement par une enquête de terrain qualitative, nous donnent des premiers indicateurs à observer pour comparer ce cas avec celui de Grenoble, éco-quartier en pleine phase de construction, contrairement au cas fribourgeois dont la construction est achevée.

Tableau préliminaire :

	Performance architecturale	Participation citoyenne
BedZed	+	-
Nou Barri	-	+
Vauban	+	+
Grenoble	?	?

Tableau 1. Dimensions analytiques des études de cas. (JB Harguindéguy + D Deschaux-Beaume)